



Communiqué

Négociation dans les secteurs public et parapublic Le Front commun demande une rencontre urgente avec les trois ministres responsables de la négociation

Montréal, le 28 mars 2010. – À quelques heures de l'expiration des décrets fixant les conditions de travail des 550 000 salariés de l'État, le Front commun SISP-CSN-FTQ demande une rencontre urgente avec les trois ministres responsables de la négociation, c'est-à-dire la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, et la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

« Il ne reste que 72 heures avant le délai convenu entre les organisations syndicales et le gouvernement pour fixer les nouvelles conditions de travail des employés de l'État. Les ministres responsables de la fonction publique, de l'éducation, de la santé et des services sociaux doivent cesser d'exiger l'impossible à leurs employés. Il est urgent de remettre le processus sur les rails et pour ce faire, le gouvernement doit accepter d'engager dès maintenant des discussions sérieuses afin de trouver des solutions aux problèmes vécus dans nos milieux de travail. Quant à nous, nous avons des solutions concrètes à proposer pour redonner de l'oxygène dans les réseaux », affirment les porte-parole du Front commun.

Le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Sources : SISP, CSN, FTQ

Renseignements :

Marjolaine Perreault, SISP : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Jean Laverdière, FTQ : 514 893-7809